

Accord professionnel

BANQUE POPULAIRE

PROCÈS-VERBAL DE DÉSACCORD DU 29 JANVIER 2013

RELATIF À LA NÉGOCIATION ANNUELLE OBLIGATOIRE

NOR : ASET1350289M

Conformément aux articles L. 2241-1 à L. 2241-2-1 du code du travail ainsi qu'à l'article 42 de la convention collective de la banque en vigueur au 19 juin 2009, les membres de la commission paritaire Banque populaire se sont rencontrés en vue de la négociation annuelle obligatoire portant sur les salaires et les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les négociations se sont déroulées au cours de deux réunions fixées aux dates suivantes :

- 16 novembre 2012 ;
- 27 novembre 2012.

Au terme des échanges, les parties constatent l'impossibilité d'aboutir à un accord sur les propositions salariales et sur les mesures concernant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et conviennent d'établir un procès-verbal de désaccord.

Le présent procès-verbal de désaccord constate le dernier état des propositions respectives des parties.

1. Etat des propositions respectives

Propositions de la délégation patronale

Mesure salariale :

La délégation patronale a présenté aux syndicats l'alternative suivante, sous réserve de signature.

Option *a)*

Pour les salariés de niveaux de classification A à K inclus, inscrits à l'effectif des entreprises au 31 décembre 2012 et au 1^{er} février 2013, versement au 1^{er} février 2013 d'une mesure salariale égale à :

- 500 € bruts annuels pour les salariés dont le salaire de référence est inférieur à 23 000 € pour un temps plein ;
- 350 € bruts annuels pour les salariés dont le salaire de référence est supérieur à 23 000 € et au plus égal à 30 000 € pour un temps plein.

Ce montant est intégré par fraction dans le salaire de base annuel des salariés bénéficiaires à compter du 1^{er} janvier 2014.

Option *b)*

Pour les salariés de niveaux de classification A à K inclus, inscrits à l'effectif des entreprises au 31 décembre 2012 et au 1^{er} février 2013, revalorisation au 1^{er} février 2013 du salaire de référence des salariés bénéficiaires à hauteur de 0,50 %, avec un plancher de 150 €.

Le salaire de référence est égal au salaire annuel de base conventionnel constaté au mois de février 2013 pour un temps plein.

Evolution des salaires minima :

Revalorisation du montant des salaires minima de l'ensemble des niveaux de la branche Banque populaire au 1^{er} janvier 2013 comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	NOUVEAU montant
A	18 600
B	18 900
C	19 300
D	20 600
E	21 600
F	23 600
G	26 200
H	29 000
I	35 000
J	42 000
K	50 000

Mesures au titre de l'égalité entre les femmes et les hommes :

Il est rappelé que les entreprises de la branche Banque populaire doivent appliquer, d'une part, les dispositions relatives à l'égalité professionnelle et à la promotion de la mixité de l'accord de groupe GPEC conclu le 28 octobre 2011 et, d'autre part, les mesures prévues par l'accord de branche sur l'égalité professionnelle du 22 novembre 2011.

Propositions des organisations syndicales

CFDT :

- versement d'une mesure pérenne d'augmentation de 1 000 €/an pour tous les niveaux d'emploi avec un plafond fixé à 70 000 € ;
- principe de révision de la cotisation patronale RSRC.

CFTC :

- versement d'une augmentation collective de 1,5 % ;
- principe de révision de la cotisation patronale RSRC.

CGT :

- versement d'une mesure pérenne d'augmentation de 200 € mensuels bruts pour tous les salariés ;
- révision de la cotisation patronale RSRC : + 0,5 %.

FO :

- augmentation générale à 1,2 %.

SNB :

Trois mesures ayant une prise d'effet au 1^{er} janvier 2013 :

- augmentation pérenne des salaires + 1,50 % ;

- budget supplémentaire de résorption des écarts de salaire entre les femmes et les hommes ;
- contribution additionnelle au RSRC.

Attribution gratuite de parts sociales à hauteur de 1 000 € par salarié, en vue de faciliter l'atteinte de l'objectif cible ratio de solvabilité du projet « Période d'intégration » (prise d'effet fixée au 1^{er} juillet 2013).

UNSA :

- revalorisation de 1,5 % des salaires, qui peut être modulable en fonction des niveaux de salaire ;
- principe de révision de la cotisation patronale RSRC.

2. Publicité

Le présent procès-verbal fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues à l'article D. 2231-3 du code du travail auprès des services centraux du ministre en charge du travail.

Fait à Paris, le 29 janvier 2013.

Organisation patronale :

BPCE.